

Dernières compressions : Un autre ministère fédéral annonce l'abolition d'un programme qui marque la fin du Programme de contribution pour la santé des femmes

Un autre programme pour les femmes est victime des coupes budgétaires du gouvernement fédéral; le programme qui existait depuis 16 ans fournissait des données probantes et de l'information essentielles sur la santé des femmes; le groupe soutient qu'il est nécessaire d'examiner l'effet néfaste des coupes dans les programmes et les services sur les femmes.

Le 23 avril 2012

Six organisations financées par le gouvernement fédéral se consacrant à la recherche et à la communication d'informations sur la santé des femmes ont appris cette semaine que leur financement allait prendre fin le 31 mars 2013.

Le Programme était crucial au financement de recherches en politique sociale innovatrices, à l'établissement de partenariats communautaires et à l'offre d'occasions importantes de mentorat pour les étudiantes et les étudiants du domaine de la santé des femmes. D'ici une année, les organisations touchées devront fermer leurs portes pour toujours ou tenter de trouver d'autres sources de financement.

Le Programme de contribution pour la santé des femmes (PCSF) soutenait les organisations suivantes : Le Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF), Le Réseau canadien pour la santé des femmes (RCSF), Le Centre d'excellence de l'Atlantique pour la santé des femmes (CEASF), Le Centre d'excellence pour la santé des femmes – région de la Colombie-Britannique (CESFCB), Le Centre d'excellence pour la santé des femmes – région des Prairies (CESFP) et le Réseau pancanadien sur la santé des femmes et le milieu (RPSFM), couvrant le territoire canadien, de Vancouver à Halifax.

« L'effet de cette décision de Santé Canada montre encore une fois très clairement que le gouvernement fédéral se décharge de sa responsabilité en matière d'égalité entre les sexes. Les travaux financés par le PCSF ont permis aux Canadiennes d'être assurées d'avoir accès aux meilleures données probantes et aux meilleurs conseils en matière de politiques sur les problèmes de santé des femmes grâce à des travaux de recherche reconnaissant le rôle clé joué par les déterminants sociaux et environnementaux de la santé », a déclaré Chi Nguyen, présidente du conseil d'administration du Réseau canadien pour la santé des femmes.

Les centres et les réseaux financés par le PCSF ont mené des recherches et contribué à l'élaboration des politiques des ministères du gouvernement fédéral sur de nombreuses questions relatives à la santé des femmes, notamment :

- les implications pour la santé des femmes de la réglementation du gouvernement fédéral sur les produits chimiques toxiques (RPSFM);
- l'hypersexualisation des jeunes filles (RQASF);
- l'héritage intergénérationnel des pensionnats sur les femmes autochtones et leurs familles (CESFP);
- la nécessité d'offrir du counseling traumatologique éclairé aux femmes souffrant de dépendances (CESFCB);
- un guide de travail pour l'application de l'analyse des influences du genre et du sexe dans les travaux de recherche (CEASF) ;
- une analyse critique du financement pour le vaccin anti-VPH (RCSF).

Le personnel et la direction des centres et des réseaux viennent grossir le nombre de Canadiennes et de Canadiens qui sont abasourdis et indignés du manque de vision des coupes du gouvernement fédéral dans les programmes, les services et la fonction publique fédérale. Ces coupes sont en contradiction directe avec les promesses faites en matière d'égalité des sexes par le Canada, tant dans le cadre d'engagements internationaux qu'envers la population canadienne. Les femmes sont touchées particulièrement durement par ces coupes, et, parce que la recherche qui est éliminée permettait l'élaboration de stratégies proactives et préventives dans la promotion de la santé, tous paieront à long terme le prix de ces compressions. Ceux qui seront les plus touchés par la fin de ces travaux seront les personnes défavorisées et privées de pouvoir.

D^r Liz Whynot, présidente du conseil d'administration du Centre d'excellence pour la santé des femmes – région de la C.-B., exprime ainsi son inquiétude : « Cette coupe menace les recherches primordiales sur la santé des femmes qui ont été entreprises partout au pays, et diminue grandement la capacité de surveiller et d'améliorer la santé des femmes au Canada, surtout celles qui sont marginalisées. »

Ces coupes auront des effets sur l'ensemble du pays dont on ne peut pas encore imaginer toute l'ampleur et créeront un fardeau encore plus lourd sur nos systèmes de santé et de soutien social. Les centres et les réseaux appellent TOUS les Canadiennes et les Canadiens à communiquer avec leur député(e) afin de leur exprimer leurs inquiétudes à l'égard des coupures touchant le Programme de contribution pour la santé des femmes, ainsi que le programme de la santé de l'Association des femmes autochtones du Canada, l'association Pauktuutit Inuit Women of Canada, Le Conseil national du bien-être social et toutes les

organisations qui se consacrent à la promotion de la santé des femmes et à l'égalité des femmes.

Personnes-ressources pour les médias :

Réseau canadien pour la santé des femmes (Winnipeg/Toronto)

Alexandra Merrill – 204-470-1825 alexandramerrill@gmail.com

Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (Montréal)

Lydia Assayag, porte parole et directrice cell [514-222-2731](tel:514-222-2731)
rqasf@rqasf.qc.ca

Le Centre d'excellence de l'Atlantique pour la santé des femmes (Halifax)

Greta Rasmussen 902-494-7850 greta.rasmussen@dal.ca

Le Réseau pancanadien sur la santé des femmes et le milieu (Toronto)

Jyoti Phartiyal 416-736-2100, poste 20715 nnewh1@yorku.ca

Le Centre d'excellence pour la santé des femmes – région des Prairies (Winnipeg)

Carla Simon 403-813-9831 carla@carlasimon.com

Le Centre d'excellence pour la santé des femmes – région de la Colombie-Britannique (Vancouver)

Marie Dussault 604-875-2633 mdussault@cw.bc.ca